

Europe

Un accord contre les peuples



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Dans son intervention télévisée du 27 octobre, Sarkozy s'est vanté d'avoir évité la catastrophe grâce à l'accord de Bruxelles. Cet accord ne résout rien et annonce encore plus d'austérité. Face au risque de voir les peuples se dresser les uns contre les autres, sous prétexte que les uns paieraient pour les autres, il faut une autre Europe ! Par ailleurs, l'amplification de la crise politique en Grèce a conduit Papandreou à annoncer un référendum qui fragilise d'emblée l'édifice.

Dans l'accord, il y a d'abord l'effacement d'une partie de la dette grecque. Les gouvernants ont fini par se rendre à l'évidence : le pays est asphyxié et la résistance populaire est forte. Mais le problème est loin d'être résolu dans ce pays où les armateurs riches et l'Église orthodoxe échappent à l'impôt (deuxième propriétaire foncier du pays, l'Église vient d'être exemptée de la nouvelle taxe foncière de solidarité). L'injustice des sacrifices demandés et la mise sous tutelle du pays ont entraîné durant le week-end de la Toussaint des manifestations populaires qui ont amené l'annonce du référendum par un Premier

ministre qui veut tenter de détourner le mécontentement vers les urnes. Cette manœuvre ne suspend pas forcément l'application de l'accord mais l'ébranle fortement.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) voit ses ressources augmenter grâce à la mise en place d'une machine financière, nouvel instrument d'endettement et de spéculation. Le FMI y aura un rôle et la Chine est appelée à la rescousse. Son gouvernement peut être intéressé à aider ses clients. Reste à voir les contreparties qui seront demandées : commerce et droits de l'homme ? Enfin, il n'est pas sûr, à supposer que cela fonctionne,

que ce serait suffisant pour garantir la dette italienne, si cela devenait nécessaire.

Les banques, dont les représentants ont participé à la négociation, ont obtenu 30 milliards de garantie pour se recapitaliser. Et il n'y a rien dans l'accord sur la régulation des marchés financiers : où est la taxe sur les transactions financières annoncée par Sarkozy et Merkel ?

Point essentiel, les gouvernements se sont accordés pour accroître la « discipline », le contrôle des budgets des États par la

SUITE PAGE 2



REGARDS

Éducation, la dépression nationale.

Page 2

AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES !

CAMPAGNE

Poutou 2012.

Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE

Inondations en Thaïlande, une catastrophe économique et sociale. Page 9

Agenda

5 novembre, violences faites aux femmes, manif, Paris.

Manifestation à l'appel de 50 organisations et associations dont le NPA. L'actualité toute récente a montré que les violences faites aux femmes nécessitent une mobilisation à la hauteur des enjeux. RV à 14 h 30 à Bastille. (lire aussi dossier pages 6 et 7)

9 novembre, dette, réunion publique, Fontenay-sous-Bois.

« Dette, austérité, ce n'est pas à nous de payer ! » Réunion publique du comité NPA de Fontenay-sous-Bois (94). RV à 20 heures (foyer Aimée-Matteraz, 15, rue Jean-Pierre-Timbaud), avec Louis Adam, économiste du NPA.

9 novembre, dette, réunion publique, Mont-Saint-Aignan.

Projection-débat « On ne paiera pas leur crise ! » à la fac de Mont-Saint-Aignan, autour d'extraits de films. Discussion animée par les étudiants du NPA de Rouen et Marie-Hélène Duverger, membre de la direction nationale du NPA. RV à 18 h 15, à la Maison de l'université, Mont-Saint-Aignan (près de Rouen).

9 novembre, Nuit des rapaces, Paris.

L'émission *Là-bas si j'y suis* et le journal *Fakir* organisent la Nuit des rapaces où sera remis le grand prix du « J'ai tout pris ». RV à 19 heures à la salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11^e (M° Père Lachaise).

10 novembre, dette, réunion publique, Pantin.

Le comité NPA de Pantin organise une réunion publique sur la dette, avec Philippe Légé, économiste du Groupe de travail économique du NPA. RV à 19 h 30, salle André-Breton, 25 ter rue du Pré-Saint-Gervais, Pantin.

11-12 novembre, FSQP, Saint-Denis.

Le Forum social des quartiers populaires 2011 aura lieu à Université de Saint-Denis Paris 8 (M° Saint-Denis Université). RV à partir de 14 heures le 11 jusqu'à minuit le 12.

17 novembre, octobre 1961, projection-débat, La Brèche, Paris.

La librairie La Brèche organise une projection-débat du film de Daniel Kupferstein *Dissimulation d'un massacre* sur le 17 octobre 1961 produit par la Brèche. RV à 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12^e (M° Daumesnil).

23 novembre, agriculture, projection-débat, Bourges.

Projection de *Tous comptes faits*, un film de Agnès Denis, suivi d'un débat sur la grande distribution et l'agriculture. RV à la Maison des associations, Bourges.

25 novembre, discriminations, rencontre La Brèche, Paris.

La librairie La Brèche organise une rencontre avec les auteurs de *Répulsion et discrimination syndicales* (Syllepse) et les postiers en lutte. RV à 18 heures, 27 rue Taine, Paris 12^e (M° Daumesnil).

Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

EUROPE : UN ACCORD CONTRE LES PEUPLES

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

Commission européenne et l'inscription dans leur Constitution du carcan budgétaire de la « règle d'or » pour 2012. Des mesures adoptées sans aucun débat ni consultation populaire. C'est l'hyper-austérité qui s'annonce pour les peuples. Avec toutes ses conséquences sociales dramatiques... et alors que nous sommes dans une situation de fort ralentissement de la croissance. Début août dernier, la prévision de croissance de la production française pour 2012 était encore de 2,25 %, elle a été ramenée à 1,75 %, et Sarkozy a confirmé jeudi dernier qu'elle serait de 1 % ! Confirmation que derrière la crise financière, c'est la crise globale du capitalisme qui continue. Fondamentalement, cet « accord » est la démonstration qu'il n'y a pas de solution dans le cadre des règles de Maastricht et Lisbonne. L'ensemble de la construction européenne capitaliste est en panne. Les classes dominantes n'ont plus comme horizon que le maintien du libéralisme et l'austérité sans fin.

Quel chemin pour une autre Europe sociale et écologique ?

Les traités actuels sont un cadre à la fois ébranlé par la crise et inapte à permettre une Europe sociale et écologique. Il faut construire une autre Europe sans les traités de Maastricht et Lisbonne. Cela passe notamment par les mesures suivantes :
- contrôle strict des mouvements de capitaux (si possible au niveau européen, à défaut au niveau des États qui en seront d'accord).
- Arrêt du recours des États aux marchés financiers. Réforme fiscale qui en finisse avec les avantages des riches et des grandes entreprises afin de dégager des ressources supplémentaires. Suppression des règles interdisant le financement des déficits par la Banque centrale.
- Mettre les banques au service d'une politique de transformation sociale et écologique. Nationalisation intégrale du système bancaire sans indemnité ni rachat et instauration d'un contrôle social et démocratique sur leur fonctionnement.

- Moratoire immédiat du paiement de la dette (intérêt et principal) de l'État, prélude à une annulation de la dette illégitime.
- Fixation d'un Smic dans tous les pays européens.
- Services publics européens, d'abord dans les transports et l'énergie.
Plusieurs de ces mesures sont, à des degrés divers, soutenues bien au-delà du NPA. Nous sommes prêts à agir avec tous ceux et toutes celles qui sont prêtés à pousser en ce sens. Mais une chose est claire : pour les mettre en œuvre, nous ne pouvons faire confiance ni aux gouvernements en place ni à celui qui, en France, se prépare à la relève avec un François Hollande totalement solidaire de ses collègues socialistes espagnol et grec. Pour construire une Europe des travailleurs et des peuples, il faudra des mouvements sociaux et démocratiques d'ampleur, une mise en mouvement prolongée et déterminée des gens « d'en bas », dont les « Indignés » ne sont qu'un prologue.
Henri Wilno

regards

ÉDUCATION La dépression nationale

Le suicide de Lise Bonnafoou, enseignante de Béziers, le 13 octobre, a brutalement révélé le profond mal-être dans lequel vivent les enseignantEs depuis des années de casse de l'Éducation nationale. L'un de ses collègues témoigne de la situation dramatique des enseignantEs.

Le suicide de Lise a suscité de nombreuses et âpres discussions lors des assemblées générales que nous avons mises en place à partir du jeudi 13 octobre. La charge symbolique de son geste a en effet ouvert des possibilités de commentaires sans fin : un suicide sur le lieu de travail, un mois après la rentrée, par immolation (avec la référence explicite au jeune marchand tunisien), dans la cour la plus fréquentée du lycée au moment de la pause de 10 heures, cour sur laquelle donne la salle des professeurs, salle dans laquelle débutait ce jeudi même les élections professionnelles et au conseil d'administration ; avec cette déclaration qui permet toutes les interprétations : « je fais ça pour vous ». D'un autre côté, du ministre aux médias, le discours a été celui de la « fragilité individuelle » de notre collègue ; un classique au demeurant. Avec en filigrane l'idée que la profession enseignante, métier « intellectuel », « à vocation » et au statut privilégié ne saurait connaître la souffrance au travail et se situerait en dehors du travail aliéné. De quoi faire oublier l'essentiel : un suicide sur le lieu de travail.

D'abord, et contrairement à une (peut-être) idée reçue, la profession n'est pas épargnée par les suicides au travail : en 2009 l'éducation a comptabilisé 54 suicides dans l'enceinte des établissements¹. Si le suicide de Lise est spectaculaire, ce n'est donc pas un acte exceptionnel et isolé pour autant. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. D'après une étude à paraître, le burn-out « touche 17 % des professeurs, contre 11 % dans les autres professions. Et près de 30 % des enseignants interrogés ont dit songer, souvent, à quitter le métier ». Ce « malaise » enseignant comme aime le décrire les médias n'est donc pas la plainte de privilégiés toujours prompts à se plaindre sur leur conditions de travail, mais s'enracine dans des évolutions de fond imposées à la profession : les réformes structurelles qui ont touché le système éducatif et la mise en place d'un « nouveau » management largement inspiré de celui mis en place dans le privé depuis les années 1970. De manière non exhaustive, on peut citer : effectifs de plus en plus lourds, surcharge de travail, diminution des horaires, autonomie des établissements dans la gestion d'un volume croissant d'heures et mise en concurrence des collègues pour l'accès au heures de travail « en groupe », mise en concurrence des établissements, obsession de l'évaluation, suppressions de postes, réformes des filières pro et technologiques, etc. Ces réformes contraignent les profs et l'ensemble du personnel pédagogique et administratif à « mal travailler ». Qu'est-ce à dire ? « Alors même que celui qui travaille sait ce qu'il doit faire, il ne peut pas le faire, parce qu'il en est empêché par les contraintes sociales du travail. [...] Être contraint de mal faire son travail, de le bâcler, ou de tricher est une source majeure et extrêmement fréquente de souffrance dans le travail, que l'on retrouve aussi bien dans l'industrie que dans les services ou dans les administrations. »² Effectifs en hausse et surcharge de travail certes, mais pas seulement. Le contenu des programmes, défini en dehors de tout débat démocratique sur ce que doit transmettre l'école dans chacune des disciplines, trop long et parfois largement contestable sur le fond, est un élément du travail aliéné. Cette contrainte s'incarne également dans la suspicion permanente d'incompétence : les difficultés rencontrées ne viennent pas de l'organisation du travail mais du manque de compétence des personnels (ce qu'illustre le renvoi au « manque d'autorité » des profs). Au final, nous sommes placés dans la situation où « dans certaines situations, [il est] difficile de déterminer si un échec procède d'une incompétence ou d'une anomalie de l'organisation du travail elle-même. »³ Ce qui est surprenant c'est la manière dont cette individualisation des difficultés rencontrées ainsi que la « fragilité » personnelle ou

professionnelle a fait son chemin auprès des collègues. Ce qui a constitué, à mon sens, un obstacle majeur à la construction d'une réponse collective à l'échelle du lycée et de la profession et explique la faiblesse de la mobilisation (1 000 personnes à la marche académique à Montpellier le mercredi 19 octobre). Ainsi le lieu commun déconnectant problèmes personnels et problèmes professionnels semble largement partagé dans la profession. Comme si, dans un métier où une partie du « temps professionnel » est « invisible » car se déroulant justement sur le « temps personnel », on pouvait dresser une frontière étanche entre les deux. Bien plus, ce « mélange » entre temps personnel et professionnel est le quotidien de tout travail salarié : la forme du temps personnel est contrainte par les horaires de travail et son contenu dominé par le vécu au travail. Il y a donc une urgence à ce que l'activité syndicale dans les établissements intègre la critique du travail à une réflexion plus générale sur l'exercice du métier et s'élargisse à une discussion sur l'école que nous voulons. Avec ce geste, l'Éducation nationale achève sa « francetélécomisation », et si cela permet que les enseignants soient considérés davantage comme des salariés « comme les autres », nous aurons fait un pas en avant.
William Vey

1. *Le Monde*, 20 octobre 2011.
2. Christophe Dejours, *Souffrance en France*, Seuil, 2009 (1^{er} éd. 1998).
3. Idem.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MARC)

Automobile : l'emploi sacrifié

Les directions de PSA et Renault profitent de l'aggravation de la crise pour préparer des plans de licenciements. La résistance face à ces projets pose la question de l'unité des luttes et celle des alternatives écologiques à l'industrie automobile.

La direction du groupe PSA avait contesté fermement le plan de restructuration du groupe dévoilé par la CGT au mois de juin qui prévoyait la fermeture des sites d'Aulnay, de SevelNord et de Madrid (voir *Tout est à nous* ! n° 111). Évidemment, à quelques mois des élections présidentielles, de telles mesures risquent d'aggraver un climat social déjà peu favorable au gouvernement. Mais avec l'accroissement de la crise, les directions des groupes automobiles veulent anticiper des baisses d'activité tout en préservant bénéfices et profits. Pourtant, avec une progression de chiffre d'affaires de 3,5% depuis le début de l'année et un fonds de réserve de plus de 10 milliards d'euros, le groupe PSA est loin d'être en difficulté.

Au total, entre aujourd'hui et 2012, plus de 6000 postes de travail vont être supprimés en Europe. Comme il se doit, ce sont d'abord les intérimaires qui paieront. 800 d'entre eux se retrouveront sans travail avant la fin 2011. Pour 2012, tous les secteurs sont visés : production, commercial, gestion et prestataires externes. Plutôt que la fermeture brutale risquant de provoquer des ripostes en cette année électorale, la direction de PSA tente de faire passer le remède de cheval en traitement homéopathique. Et ce ne sont pas les déclarations du ministre de l'Industrie Éric Besson sur l'accompagnement et la réindustrialisation qui doivent nous rassurer.

De son côté, Renault est sur la même longueur d'onde : trop de stocks, selon la direction qui impose des mesures de chômage partiel, censées permettre un déstockage, sur les sites de Douai (Nord), Flins (Yvelines), Sandouville (Seine-Maritime) et Novo



Mesto (Slovénie). À Douai, site le plus immédiatement touché, la production a été arrêtée une semaine, jusqu'au 1^{er} novembre. Les salariés vont devoir utiliser leurs compte épargne temps pour ne pas perdre de salaire. À Sandouville, après la fermeture de huit semaines en août et septembre derniers, le 28 octobre sera chômé, tandis que le 31 octobre sera là aussi décompté du compte épargne temps.

RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES

Dans le même temps, la purge des sous-traitants et équipementiers se poursuit : Honeywell et Valéo (Eure), Sogefi (Aveyron), Gefco (Yvelines), etc., chaque semaine nous apprenons qu'un site est concerné par des suppressions de

postes ou une fermeture totale, et les attaques sur les salaires et les conditions de travail se multiplient. Des ripostes existent qui bloquent, retardent, réduisent la portée des attaques. Dans les mois qui viennent, la situation risque encore de se dégrader et nous devons être capables d'amplifier les mobilisations. Nous ne pouvons rester dans le « boîte par boîte » et espérer chaque semaine que la lutte en cours soit victorieuse. Réduction massive du temps de travail, suppression du travail de nuit et posté, augmentation des salaires doivent être à l'ordre du jour de mobilisations conjointes. Les salariés de SevelNord doivent avec ceux d'Aulnay, de Madrid et de Sandouville préparer dès maintenant les initiatives communes

qui, seules, pourront faire reculer patronat et gouvernement. Face aux stratégies mortifères de ce capitalisme productiviste, nous devons dans le même temps réfléchir et proposer d'autres choix de production que le « tout-bagnole », le « tout-pétrole » ou le « tout-électrique ». D'autres choix sont possibles, en partant de la satisfaction des besoins du plus grand nombre, en prenant en compte les choix sociaux (quelle organisation du travail), de société (gestion de l'espace, des déplacements) et les exigences écologiques.

Robert Pelletier



Par **Vanina Giudicelli**

G20 : LE BAL DES VAMPIRES

Le G20 rassemble les chefs d'État de pays qui génèrent à eux seuls plus de 90% de la richesse mondiale. Le potentiel pour combattre la famine, les maladies, le chômage, l'analphabétisme, le réchauffement climatique, s'il s'agissait d'y débattre de la répartition des richesses. Mais le sommet du G20 discutera essentiellement d'une seconde recapitalisation des banques et de la baisse des dépenses publiques. Le G20 est une institution antisociale. Et lorsque l'un d'entre eux flanche sous la pression populaire, comme Papandréou qui propose d'organiser un référendum en Grèce avant de mettre en œuvre un nouveau plan d'austérité, les condamnations des autres États comme de la finance sont unanimes. Le G20 est une institution antidémocratique. Quand la Palestine devient membre de l'Unesco, les États-Unis suppriment les subventions à cet organisme. Lorsque les Tunisiens élisent démocratiquement leurs représentants, la France propose de conditionner les aides à ce pays. Nous n'avons pas d'allié au sein du G20. Par rapport au G8, il ne fait que refléter les modifications de la répartition du pouvoir économique global, en intégrant notamment la Chine. Or, la crise fait croître les tensions entre ce pays et les États-Unis, et au sein de l'Union européenne. En même temps que chacun augmente son budget militaire, le seul accord possible entre les chefs d'État du G20 ne peut être que de maintenir leur domination du monde. Le G20 est une institution impérialiste. Il faut refuser de laisser aux puissants le droit d'imposer leurs solutions à des crises qu'ils ont eux-mêmes engendrées. Ils nous mènent à la barbarie. Nous devons prendre nos affaires en mains pour amplifier la voix des révolutions arabes, des indignés de Wall Street, de Grèce et d'ailleurs et des salariés qui luttent à travers le monde contre les plans d'austérité. C'est à nous, salariéEs, jeunes, exploités, opprimés, de remettre en question la légitimité de ces institutions, de réclamer le partage des richesses, la protection de nos ressources, une véritable rupture avec le système capitaliste et le productivisme. Pour faire un pas vers la société écosocialiste que nous voulons construire.

Air France : en grève pour l'emploi et la sécurité

Air France a été confrontée à une réaction massive de ses 15 600 hôtesses et stewards PNC (personnels navigants commerciaux) durant le week-end du 1^{er} novembre.

Pour améliorer ses marges financières, le groupe Air France/KLM, une des deux plus importantes sociétés de transport aérien européennes et mondiales avec le groupe Lufthansa, a décidé de lancer une offensive frontale contre ses salariés, au sol comme navigants.

Le groupe veut accentuer le recours à la sous-traitance et la suppression de milliers d'emplois au sol. Dans le volet navigant de ces attaques, il prévoit une réduction importante des équipages navigants commerciaux : les équipages sont passés de quatorze à dix depuis 2001 sur les vols long courriers, il risquent maintenant de passer à neuf... Et sur les courts et moyens courriers A319, la direction veut supprimer un

navigant sur quatre.

De fait, Air France veut, comme les compagnies low-cost, se mettre au minimum des normes européennes, en-deçà desquelles la sécurité minimale n'est plus garantie.

Les PNC sont les garants de la sécurité à bord et ont permis d'éviter un grand nombre de catastrophes, comme lors d'un atterrissage d'urgence à Toronto en 2005 où l'avion avait pris feu, mais les 297 passagers avaient été rapidement évacués. Air France veut également augmenter ses économies avec l'ouverture d'une nouvelle base à Marseille dans laquelle, en toute illégalité, elle applique des règles dégradées de rémunération et d'utilisation aux 250 PNC qui y sont affectés depuis le 1^{er} octobre.

Face à toutes ces attaques, six syndicats sur sept ont appelé à la grève avec un important succès : plus de 60% de grévistes.

Pour essayer de casser le mouvement, Air France a

redoublé d'effort dans la communication, parlant de 80% de vols assurés. Pourtant, avant même le week-end, de 20 à 30% des vols avaient été annulés. Ensuite, Air France n'a réussi à faire passer que 40% de son activité en recourant à des vols affrétés, aux cadres, et en faisant partir des avions à moitié vides avec des équipages réduits de moitié.

Le calcul de la direction est de passer en force, de démoraliser les navigants, sans rouvrir la moindre négociation qui mettrait à mal ses plans de rentabilisation financière.

Pour obtenir l'accord de quelques syndicats (la CGC, la CFDT et la CFTC), elle joue sur la crise qui mettrait la compagnie au bord de la disparition, alors qu'Air France ne cesse d'accroître son activité, dans un contexte où le transport aérien mondial a une croissance régulière de 6% par an. AF/KLM dispose d'une trésorerie de 6 milliards d'euros et vient de passer commande

de 100 nouveaux avions pour les années à venir. Le seul but de toutes ces attaques est bien la recherche de gains de productivité pour restaurer les profits financiers. Le conseil d'administration d'AF/KLM avait d'ailleurs remercié le directeur général Pierre-Henri Gourgeon en lui octroyant 412 000 euros d'augmentation (+ 46%) en mai dernier.

Le gouvernement de droite est venu ce week-end au renfort de Jean-Cyril Spinetta. Xavier Bertrand en a appelé au service minimum obligatoire pour les navigants d'Air France, qui est pourtant depuis six ans une société privée ! Pourquoi ne pas faire directement réquisitionner les salariés par l'armée comme l'a fait Zapatero avec les aiguilleurs du ciel espagnols ?

Correspondant



Les partis, la dette et l'euro

La question de la dette est au cœur de la campagne électorale. Comment est-elle analysée et développée par les différents candidats ?

Le développement de la crise de la dette publique place les gouvernements au cœur de la tourmente. Censés défendre l'intérêt général, « protéger » (selon l'expression de Sarkozy) les populations, les États apparaissent de plus en plus clairement engagés du côté des banques, des spéculateurs, soumis aux décisions de leurs porte-parole, les agences de notation. Cette dépendance est telle, à l'échelle nationale, européenne ou internationale, que, quels que soient leurs discours, tous les partis institutionnels n'ont d'autre choix, une fois au pouvoir, que de se plier aux exigences de leurs commanditaires. Ce fut d'ailleurs le seul argument de Sarkozy lors de la première émission télé de sa campagne, jeudi dernier, ironisant sur le PS qui accepte la règle d'or par-delà les Pyrénées pour la refuser ici.

Confrontés au mécontentement croissant de l'immense majorité de la population, les partis ont bien du mal à formuler des réponses crédibles après avoir débâillé le baratin creux pour dénoncer les excès des marchés. En bon démagogues, incapables de répondre aux inquiétudes, ils flattent, d'une façon ou d'une autre, les préjugés nationalistes.

Marine Le Pen qui s'oppose démagogiquement au « sauvetage des États défilants » prône un « retour aux monnaies nationales ». Une telle politique, loin de protéger le monde du travail, l'enfermerait dans la prison des frontières à la merci du patronat, aggravant le recul économique et social. La droite souverainiste, gaulliste, emboîte le pas au FN. Jean-Pierre Chevènement, lui, n'a pas choisi entre « le changement des règles du jeu de l'euro », et « une sortie harmonisée le jour où l'euro ne résisterait pas au défaut de la Grèce, de l'Irlande, de l'Espagne, etc. ». Bayrou égrène ses généralités creuses, « la zone euro est un ensemble qui doit être celui de la solidarité »... Et François Hollande fait des reproches à Sarkozy : « Pourquoi avoir attendu si longtemps pour prendre enfin des mesures à la hauteur de l'enjeu ? Si ce n'est pour protéger un secteur bancaire qui aurait dû être appelé au sacrifice bien plus tôt ». L'hypocrisie fait semblant de ne pas comprendre que le dernier sommet de Bruxelles n'a annulé une partie de la dette grecque que pour mieux aider les banques à ramasser leur mise. Sur le fond, il se rallie à la politique de Sarkozy : « L'Europe doit pouvoir disposer d'un fonds de stabilisation profond et puissant, simple et rapide dans son utilisation. C'est le seul moyen de décourager la spéculation et de redonner de la stabilité aux États, au système bancaire et aux entreprises. » Il ne voit pas d'autre moyen de décourager les spéculateurs que... de leur céder. Sans avoir oublié de brandir le danger chinois devant lequel Sarkozy aurait capitulé !

Quant à Jean-Luc Mélenchon, il n'entend pas céder aux « conservateurs allemands ». « Pas de complexe : nous sommes la deuxième économie du continent et nous serons bientôt la première population. L'euro est notre monnaie et on ne peut rien sans nous. Je trouverai une majorité d'États pour imposer à la Banque centrale européenne de prêter directement aux États à taux réduit. [...] Après quoi, il est temps d'exiger la relance de l'activité. » Comme s'il suffisait de le dire...

Prisonnières des institutions en place, ni la gauche libérale ni celle qui se voudrait antilibérale n'ose remettre en cause la légitimité de la dette pour s'opposer à la démagogie du pouvoir et de l'extrême droite. Mettre en œuvre les mesures radicales pour sortir de la crise, la garantie des droits des travailleurs, l'arrêt immédiat du paiement de la dette, son annulation, la création d'un service public bancaire exigeant l'intervention puis le contrôle de la population. Une rupture avec l'ordre institutionnel.

Yvan Lemaitre

Un budget dicté par les agences de notation

Le budget 2012 a bel et bien été conçu pour satisfaire les exigences capitalistes.

Le budget 2012 est en cours de discussion à l'Assemblée nationale. Pour la première fois, la charge de la dette, c'est-à-dire le montant des intérêts que l'État versera pour se financer, sera le premier poste budgétaire, devant l'Éducation : 48,77 milliards d'euros en 2012 ! Pour la première fois aussi, depuis 1945, le budget 2012 affichera une baisse des dépenses : suppressions de postes de fonctionnaires effectuées ces dernières années, réduction des budgets de fonctionnement (30 000 suppressions de postes de fonctionnaires de plus sont prévues). Tout ceci permet de mesurer l'ampleur des coups portés aux acquis sociaux dans les dernières années et de ceux qui sont projetés...

Pour Sarkozy, l'objectif prioritaire est de rassurer « les marchés », de tout faire pour conserver la fameuse note AAA. Il faudrait revenir au plus vite au respect des critères du traité de Maastricht, dont le fameux maximum de 3% de déficit public. En 2012, il est donc prévu de réduire le déficit public à 4,5% du PIB, contre 5,7% en 2011. À ce rythme (d'ailleurs peu crédible) les fameux 3% seraient atteints en 2013...

Comme les recettes existantes devraient baisser avec la récession en cours, cela signifie un cocktail de nouvelles taxes combinées à une accentuation de la politique de réduction des dépenses. Une politique qui n'empêche pas que la dette continue de croître (87,4% du PIB, après 85,5% prévus pour 2011). Le grand gagnant des arbitrages budgétaires est le ministère de la Défense (+1,8%) ; les sommes allouées aux opérations extérieures bondissent de 30% ! Raison : 23 000 soldats



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

français sont actuellement à l'étranger pour préserver les intérêts impérialistes français. Du côté des « perdants », on ne sera pas surpris de trouver les comptes « sociaux ». L'Éducation est la grande perdante : 14 000 suppressions de postes y sont annoncées, la politique de démantèlement de l'enseignement public se poursuit. Alors que le chômage vient de bondir de 1%, la ligne emploi du budget baisse de 12%... Les contrats aidés, les aides aux chômeurs en fin de droit sont visées. Tout ceci alors que le chômage est au plus haut depuis dix ans et que sa montée n'est pas près de s'arrêter !

La politique d'asphyxie financière des collectivités territoriales (gel des concours financiers de l'État) est reconduite, alors que nombre de ces administrations sont déjà dans une situation inextricable. À juste titre, tous les observateurs ont insisté sur l'irréalité de l'hypothèse de base à partir de laquelle a été construit ce budget (1,75% de croissance et les recettes qui vont

avec). Lors de son allocution télévisée de jeudi dernier, Sarkozy a confirmé que la prévision de taux de croissance pour 2012 serait révisée à la baisse, pour passer à 1%. En conséquence, l'État devra trouver « 6 à 8 milliards » de plus. Inutile de dire que c'est dans la poche des travailleurs que le gouvernement se prépare à les chercher. Concrètement, le gouvernement annoncera un nouveau plan de rigueur aux alentours du 4 novembre. D'ores et déjà, un alourdissement de la TVA, impôt injuste par excellence, est « à l'étude ». La réduction des secours versés aux chômeurs serait aussi envisagée. Ce ne sont que les premières mesures d'une série d'attaques qui ne visent qu'à sauver les profits financiers contre les travailleurs et la population avec pour conséquence un approfondissement de la crise. Telle est la logique du capitalisme, une logique destructrice qu'il faut enrayer, d'urgence.

Pascal Morsu



M-real : la machine de nouveau en marche

Les salariés de M-real, à Alizay (Eure), ont remis en marche la machine à papier. Samedi 29 octobre, dès 9 heures, c'est la joie pour celles et ceux qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que la journée « portes ouvertes » soit un succès. Après la fermeture

annoncée malgré les offres de deux repreneurs sérieux, il s'agissait de frapper un grand coup : l'usine veut vivre, avec tous ses emplois. Prendre possession de l'outil de travail, organiser la démonstration de sa performance en remettant en route la machine à papier,

on ne voit pas cela si souvent. Bien sûr, il a aussi fallu penser à la sécurité, mettre en place un circuit de visite sécurisé par groupes de 12 et avec plus de 50 guides-ouvriers, à organiser la crèche et la buvette ; les volontaires ont afflué, les initiatives individuelles ont suppléé naturellement les défaillances... La récompense et la fierté sont là, on a dépassé les 2 200 visiteurs. Après la visite, en compagnie de Christine Poupin – technicienne à l'usine Grande-Paroisse toute proche –, Philippe Poutou a pris la parole : « J'aime bien visiter les usines, surtout quand ce n'est pas la mienne ». Il a souligné la nécessité de faire le lien entre toutes les luttes sur l'emploi, des Fralib aux Fonderies du Poitou, et de réquisitionner les entreprises qui licencient. Cette nécessité a été soulignée aussi par Gaëtan Levitre, maire d'Alizay et

conseiller général PCF, ainsi que par Thierry Philippot au nom de l'intersyndicale. Le président du conseil général PS de l'Eure et une députée européenne EÉ-LV ont aussi salué la lutte. La surprise fut l'arrivée dans l'après-midi du ministre Bruno Le Maire pour une visite éclair. Accueilli au cri de « l'usine doit vivre avec tous ses emplois ! », il est ressorti en déclarant qu'il continuait à se « battre sur ce dossier important » et accompagné par le même slogan qu'à son arrivée.

La lutte continue, les idées ne manquent pas pour réaliser de façon efficace la convergence des entreprises qui se battent dans la région. Comme le dit l'un de leurs slogan : « Helander, tu ne feras pas de nous des chômeurs ! »

CorrespondantEs



On fait la queue pour visiter l'usine. (DR)

Les jeunes en campagne

La campagne du NPA résonne en écho aux résistances internationales de la jeunesse.

La campagne rencontre un véritable succès dans la jeunesse. À l'université de Toulouse-Le Mirail, Philippe Poutou a été accueilli jeudi 20 octobre par plus de 220 personnes. Une semaine plus tard, près de 170 personnes participaient à un premier meeting de campagne du NPA à la fac de Nanterre. Rendez-vous est pris en mars, cette fois avec Philippe. Dans d'autres villes, les premières initiatives sont également des succès : 70 personnes au meeting de l'université Paris 1-Tolbiac, une vingtaine à la réunion publique organisée par les jeunes du NPA à Reims, une quinzaine à Marseille...

Nous allons continuer d'organiser des réunions publiques dans un maximum d'endroits, de mener une campagne militante en direction de la jeunesse ; une campagne qui associe des dizaines de jeunes, non-membres du NPA mais qui se reconnaissent dans la candidature de Philippe Poutou. C'est le but des comités de soutien qui se mettent en place : faire entendre la colère de la jeunesse et sa volonté d'en finir avec ce système.

RÉVOLTE INTERNATIONALE DES JEUNES

La campagne s'inscrit en résonance des résistances internationales de la jeunesse. Partout à travers le monde, elle est aux avant-postes des luttes pour refuser de payer la crise. Au Chili, des bahuts sont occupés par les lycéens depuis plusieurs semaines. En Grèce, dans l'État espagnol, à New York ou ailleurs, les jeunes descendent massivement dans la rue, imitant la jeunesse d'Égypte ou de Tunisie il y a quelques mois. Ils refusent un avenir bouché par le chômage et la précarité, ils demandent une démocratie réelle, ils expriment leur ras-le-bol de la minorité qui dirige le monde. Des quartiers populaires aux places occupées en passant par les lycées bloqués, les jeunes subissent une brutale répression policière. Mais loin de les dissuader, elle renforce leur colère contre l'État et l'ordre établi.

UN PROGRAMME EN ÉCHO AUX LUTTES DES JEUNES

La campagne du NPA veut relayer cette colère. Elle cherche à populariser une série de revendications, de mesures d'urgence, pour qu'en France aussi notre avenir passe avant leurs profits. Nous revendiquons l'interdiction des contrats précaires. Ils ne servent qu'à fournir au patronat une main-d'œuvre pas chère. C'est le but du développement de l'apprentissage voulu par Sarkozy : un apprenti peut légalement être payé 25% du Smic ! Nous exigeons la rémunération de tous les apprentis à au moins 100% du Smic ou à hauteur des conventions collectives.

En imposant la précarité et la surexploitation aux jeunes d'aujourd'hui, le gouvernement tire vers le bas les conditions de travail de tous. Il habitue les nouvelles générations à la déréglementation du



droit du travail. Notre meilleure arme, ce sont des diplômes de qualité, reconnus dans les conventions collectives et accessibles à tous et à toutes. Les mobilisations pour plus de moyens et contre les suppressions de postes dans l'Éducation sont donc fondamentales.

Il faut passer à des revendications offensives. Contre la précarité, nous voulons imposer une allocation d'autonomie à hauteur du Smic pour tous les jeunes de 16 à 25 ans. Elle serait financée par des cotisations sociales et gérée par des jeunes et des salariés élus. C'est la condition pour que chacun fasse ses études dans de bonnes conditions, décroche un

diplôme, vive sa vie sans subir les contraintes du salariat étudiant ou les pressions de sa famille. Toutes ces revendications sont issues des dernières mobilisations de la jeunesse, dans les entreprises d'intérim ou de restauration rapide, dans l'Éducation, dans les quartiers populaires... C'est par les luttes qu'elles s'imposeront. Notre campagne servira à les relayer et à armer en arguments nos prochaines mobilisations. Nous refusons que nos vies et notre avenir soient sacrifiés pour les profits, nous refusons de payer leur crise.

Damiens Dhan



échos de campagne

Philippe à la gare d'Austerlitz

Une vingtaine de camarades étaient présents pour accompagner Philippe venu soutenir les grévistes de Lancry (Paris). Le représentant syndical des grévistes a pris la parole pour raconter le conflit qui entre dans sa cinquième semaine. Vu qu'une petite boîte comme James Sécurité à la gare du Nord avait remporté 10% d'augmentation des salaires en quatre heures de grève, les grévistes ont bon espoir de pouvoir faire céder Lancry qui est une plus grosse boîte. Philippe est intervenu en rappelant qu'il y a un an, dans cette même gare d'Austerlitz, il avait été accueilli par la

CGT quand les Blanquefort étaient montés pour dénoncer les licenciements. Un juste retour de solidarité. Il a ensuite insisté sur le fait que les salariés de Lancry montraient la voix et que seule la lutte permettrait de ne pas payer la crise.

Les grévistes étaient contents du soutien et sont déterminés à continuer à se battre malgré le fait que cinq semaines de grève, cela pèse. Puis la discussion a continué pendant une bonne heure. Philippe est reparti avec le t-shirt de soutien à la grève.

Correspondant

SIGNATURES

Dans le 76, c'est mieux qu'en 2007...

La campagne pour obtenir les 500 parrainages des maires continue et s'est même renforcée pendant les vacances scolaires en Seine-Maritime. Notre département n'est pas parmi ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de signatures dans le passé pour Olivier Besancenot. En effet, en 2007 nous avions obtenu six présignatures en tout. Sur ce total il y avait eu un désistement et une signature envoyée directement. À l'heure actuelle nous avons obtenu sept présignatures, donc une de plus alors que nous n'avons pas terminé tous les cantons. Les maires qui promettent leur signature pour Philippe Poutou sont principalement dans les

petites communes et de gauche, parmi ceux notamment qui avaient signé pour Bové, Laguiller ou Schivardi. Mais il y a quand même un assez fort renouvellement depuis 2007 et il faut vraiment voir tout le monde. Les maires engagés dans un parti, le PS, ou le PCF, ne parrainent pas un autre candidat que celui de leur parti, même par geste démocratique. L'objectif des 500 parrainages est accessible. C'est beaucoup d'effort, très chronophage mais pas désagréable. En Seine-Maritime, les campagnes normandes sont belles à l'automne mais pas réputées pour être très accueillantes et ses habitants sont plutôt des « taiseux ». Pourtant nous sommes

rarement éconduits. Le NPA n'est pas inconnu des maires qui suivent l'actualité. Olivier est toujours aussi populaire sous l'appellation du « fac-teur » mais les maires sont en général au courant qu'il n'est pas candidat et Philippe Poutou commence à être repéré. Ceux qui parrainent le font peu sur la personne mais parce qu'ils trouvent normal que le NPA soit représenté, par geste démocratique. Sur tous les maires vus, beaucoup refusent car ils ne parrainent personne, par peur de prendre position. Une minorité n'a pas encore pris de décision. Il faudra les revoir, notamment ceux qui veulent signer pour un petit parti, sachant que les autres

n'ont pas besoin de leur parrainage. Parfois nous pouvons engager une discussion politique intéressante, notamment avec les agriculteurs, quand on aborde le problème de la dette et de l'austérité. Notre discours porte notamment auprès de ceux qui sont saignés par les banques auprès desquelles ils ont fait des emprunts à fort taux d'intérêt ; ou bien de ceux qui n'ont pas avalé la réforme des collectivités territoriales. Sarkozy n'a pas que des amis dans les communes rurales de Seine-Maritime.

Correspondante

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Samedi 5 novembre, Bordeaux.

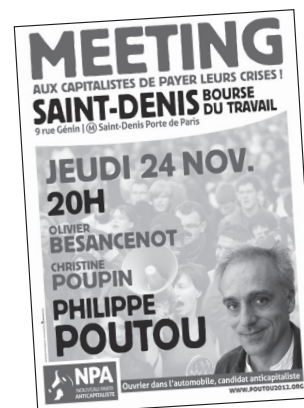
Fête du NPA, de 15 heures à 23 heures, salle Gouffrand, 9 rue Gouffrand, Bordeaux (tram ligne C, arrêt Camille-Godard). 15 h 30, débat « Face à la crise, face à la dette, quelles réponses ? » 17 h 30, concert de The Absenties. 19 heures, allocution de Philippe Poutou. 21 heures, concert de Spark. Restauration, buvette, librairie.

Mercredi 23 novembre, Angoulême.

Réunion publique, 19 heures, Rives de Charente, 5, quai du Hallage, Angoulême Quartier Saint-Cybard.

Jeudi 24 novembre, Saint-Denis.

Meeting régional Île-de-France, 20 heures, Bourse du travail, 9 rue Génin, 93100 Montreuil.



Vendredi 25 novembre, Bayonne.

Meeting à 19 h 30, Bourse du travail, 10 rue Sainte-Ursule (près de la gare).

Vendredi 2 décembre, Rouen.

Le NPA aggro de Rouen ouvre sa librairie au 40 rue des Murs Saint-Yon et organise une soirée à cette occasion avec Philippe Poutou.

Samedi 3 décembre, Le Havre.

Fête du NPA à partir de 16 heures (débat sur les mobilisations contre l'austérité, 18h30 intervention de Philippe Poutou, apéro, repas, musique), salle Louis-Eudier, Quartier de l'Eure, Le Havre.

Lundi 5 décembre, Grenoble.

Meeting à 20 heures, Maison du tourisme.

Samedi 10 décembre, Annecy.

Meeting.



À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

Le 5 novembre contre les violences

Dossier coordonné par la Commission nationale d'intervention féministe (Cnif).

Quand une femme dit non, c'est non !

Ce slogan des années 1970 est toujours d'actualité, car au quotidien de nombreuses femmes vivent, à des degrés différents, main aux fesses, blagues graveleuses, harcèlement sexuel au travail, droit de cuissage, violences conjugales, prostitution forcée, agressions sexuelles et viols.

Cette réalité a tendance à être banalisée même si, grâce aux mobilisations féministes, elle ne peut plus être ignorée. Les violences sont l'expression de la domination masculine qui intervient dans tous les domaines de la vie : à la maison, au travail, dans la rue. Ces violences sont le fait de « Monsieur-tout-le-monde », toutes classes sociales confondues. Elles reposent sur l'ensemble des inégalités et des discriminations que les femmes subissent et en sont une manifestation extrême. Après l'affaire DSK et les prises de position insupportables et sexistes qui se sont faites entendre pour le défendre, et la mise en examen de Georges Tron, 50 organisations ont répondu présentes pour manifester contre les violences faites aux femmes le 5 novembre. Avant tout parce que celles-ci persistent et que tous les ans, des femmes meurent sous les coups d'un conjoint ou d'un ex.

Il existe un fossé entre une reconnaissance de ces violences grâce à des mobilisations, des campagnes militantes mais aussi plus institutionnelles, et un machisme affirmé qui traverse toutes les classes sociales.

Quelles réponses face aux violences faites aux femmes ?

En 2010, 146 femmes sont mortes sous les coups d'un conjoint ou d'un ex. 48 000 femmes sont violées chaque année. À ces chiffres dramatiques s'ajoute un nombre important de femmes qui gardent des séquelles des violences physiques et psychologiques qu'elles ont subies.

L'enquête nationale sur les violences faites aux femmes réalisée en 2002 a eu le mérite de les rendre visibles et a permis une mobilisation à l'initiative des organisations et associations féministes telles que le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Femmes solidaires, le Planning familial. Cette mobilisation a débouché sur l'élaboration d'un projet de loi-cadre qui avait l'ambition d'allier prévention, éducation, service d'accueil, d'écoute et d'hébergement des femmes victimes de violences et, au niveau judiciaire, la mise en place d'une ordonnance de protection des victimes.

La loi votée par le gouvernement en 2010 n'est pas la loi-cadre telle qu'elle avait été travaillée et ne concerne que les violences conjugales. Circonscrire les violences faites aux femmes à ces dernières permet de ne pas poser la question de la domination masculine et renvoie de façon implicite à des problèmes de comportement qui seraient liés à la relation au sein du couple et à l'attitude « délinquante » de certains hommes.

La prévention et l'éducation sont mises de côté alors qu'il est essentiel de promouvoir une éducation non sexiste à l'école, mais aussi dans tous les espaces publics. Si l'ordonnance de protection permettant à la femme d'être protégée contre un conjoint ou ex-conjoint violent a été adoptée, elle n'est pas mise en place partout. Pas de service public qui permette d'accueillir, d'écouter, d'héberger les femmes victimes de violences. Au contraire le gouvernement ferme les centres d'hébergement d'urgence (comme le seul centre pour femmes sans domicile fixe, à Paris, en juillet), diminue les subventions aux associations comme le Planning familial mais aussi aux petites associations qui gèrent des permanences d'accueil et d'écoute dans les quartiers. Les postes qui diminuent dans les différents services publics tels que la santé ou l'Éducation nationale ont forcément une incidence sur la vie des femmes et, notamment, des jeunes femmes.

Quand les pilules sont de moins en moins remboursées, quand les centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) ferment, c'est une remise en cause de fait du droit de choisir et cela constitue une violence supplémentaire. Les femmes les plus précaires et les jeunes sont les premières victimes de ces politiques.

Quand les droits d'inscription dans les universités augmentent, que les attributions de bourses sont chiches, la prostitution se répand parmi les étudiantes. Quand les postes de prof, d'institut, de CPE, d'infirmières, d'assistantes de service social sont supprimés et que les crédits de fonctionnement diminuent dans l'Éducation nationale, disparaissent aussi les possibilités d'y travailler à la mise en place d'initiatives pour une éducation non sexiste notamment avec des associations spécialisées.

Pour faire des économies, les associations chargées de missions de service public, comme le collectif féministe contre le viol qui gère le numéro d'appel pour les femmes qui en sont victimes, voient leur existence menacée. Là aussi, ce sont les femmes en grande détresse qui en subissent les conséquences.

Les violences, c'est aussi

Comme dans « l'affaire DSK », les « excès », « incidents », « accidents », « mésaventures » ou encore « dérapages » sont autant d'euphémismes exprimant les violences sexuelles ou sexistes que subissent les femmes au travail.

Des associations actives !

C'est ainsi que depuis 1985, l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) se bat pour rendre visibles et dénoncer ces violences spécifiques. Elle est ainsi à l'origine de la loi du 2 novembre 1992 sur le harcèlement sexuel dans les relations de travail. Depuis plusieurs mois, elle se bat pour la modification du délit de dénonciation calomnieuse qui a permis à des hommes poursuivis pour harcèlement, agression ou viol de se retourner contre les plaignantes. Dans le même temps, l'association mène aussi campagne contre les violences sexuelles et sexistes commises par les élus et a clairement pris la défense d'une des plaignantes accusant Georges Tron de harcèlement sexuel en indiquant notamment que celle-ci les a contactés dès le 15 novembre 2010. Une autre association, le Collectif de lutte antisexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (Clasches) concerne plus particulièrement les étudiantEs, doctorantEs, enseignantEs et Biatoss. Enfin, les organisations syndicales s'intéressent de plus en plus à ces questions qui peinent à être mise sous les feux de l'actualité, en tous cas, sous cet angle.

Bachelot, un espoir ?

Pourtant, dans le dernier plan triennal de lutte contre les violences faites aux femmes (2011-2013), Roselyne Bachelot a fait des violences sexistes et sexuelles au travail un de ses trois axes prioritaires et a promis une campagne de sensibilisation au printemps prochain. Étant donné ce que le gouvernement Sarkozy a fait de la loi-cadre sur les violences faites aux femmes, on peut légitimement douter des intentions réelles de Roselyne Bachelot, car tant que des sanctions plus dissuasives ne seront pas prises, y compris dans son propre milieu, tant que les comportements sexistes les plus insignifiants ne seront pas bannis, que l'égalité professionnelle ne sera pas acquise, et que des moyens ne seront pas alloués pour mettre en œuvre ces politiques, il est fort probable que leurs effets soient limités.

Quelles violences ?

Étant toujours largement dominées dans la société, les femmes sont spécifiquement touchées. D'une part, elles occupent les emplois les plus précaires, les plus dévalorisés. D'autre part, même lorsqu'elles sont cadres ou accèdent à des emplois diplômés, elles ne sont jamais à l'abri du sexisme dont les manifestations peuvent être variées, ne se limitant pas au harcèlement moral et sexuel. La quatrième enquête européenne sur les conditions de travail publiée par la fondation Dublin (2003) révèle des disparités sectorielles majeures en termes d'incidences du phénomène de violence et de harcèlement : les risques sont

plus grands dans l'administration et de manière salariales sont 2 à 3 millions et sexuel au comportement - violence p - harcèlement forme de har commentair - harcèlement qui sont de psychique d

Violences

Ainsi, il est les femmes, du travail t harcèlement le harcèlement les femmes Certains film d'un problème méthodes d ensemble co doivent neu les hommes sur la porno bureaux d'é La lutte pou s'inscrit do capitaliste : bas salaires diverses des travail sont les femmes racine dans un rapport d sur les femm existent dan au même ti un lieu où l sexuelles, a Lutter contr par la prise que femmes celui de 201 au travail, il travail et so à l'organisa de harcèlement en compte d

Le trafic sexuel : un marché

Le trafic des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle fait plus de 4 millions de victimes par an dont 98 % sont de sexe féminin. Il n'y a pas de doute : les femmes en sont les premières victimes ! Ce trafic rapporte plusieurs dizaines de milliards de dollars par an. Au Japon, le secteur de la prostitution représente 3 % du PNB (produit national brut) ; en Corée du Sud, les profits de l'industrie du sexe ont représenté jusqu'à 5 % du PNB ! Les réseaux criminels organisés sont les premiers à en profiter mais un commerce d'une telle ampleur ne peut se faire sans complicités actives et corruption aux plus hauts niveaux des États. Ce trafic est le moyen d'assurer que la demande en corps de femmes soit satisfaite : il alimente les réseaux de prostitution à travers le monde. Achetées ou enlevées dans les pays les plus pauvres, revendues parfois des dizaines de fois, violées « au passage », les femmes finissent dans les bordels et sur les trottoirs de tous les pays. Aux Pays-Bas, 80 % des prostituées sont d'origine étrangère et 70 % sont sans papiers. Elles sont à la merci des

trafiquan doivent re Le dévelop d'exploita le context part, le sy faites aux libérale ap les femme généralisé Un des ex tourisme sexuels so le touris de pouvo avec le re Non seule tionales n et le laiss largement armées au

NOUS VOULONS

- Un service public d'accueil, d'écoute, d'hébergements pour les femmes victimes de violence.
- Des campagnes d'information et de sensibilisation auprès de tous les publics et mise en place d'une véritable éducation non sexiste à tous les niveaux de l'Éducation nationale.
- La formation spécifique et obligatoire en matière de prévention et de prise en charge des violences faites aux femmes pour toutEs les professionnelEs concernéEs
- La délivrance ou le renouvellement dans les plus brefs délais de leur titre de séjour pour les femmes étrangères victimes de violences conjugales.
- Le statut de réfugiée pour toute femme victime de violences sexistes, sexuelles ou lesbophobes demandant l'asile.
- L'abrogation du délit de racolage.
- Une réelle politique de logements prioritaires pour les femmes en danger.

embre , MANIFESTONS !

au travail !

s dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de
tion publique, de l'hôtellerie et de la restauration,
re générale, dans tous les secteurs d'activité où les
nt en contact direct avec le public. Il en ressort que
ns de salariées sont victimes de harcèlement moral
u travail. Cela se caractérise par différents actes ou
ents :

hysique et verbale (injures, gestes menaçants...) ;
nt sexuel (90 % des travailleuses ont souffert d'une
rcèlement sexuel dans le cadre de leur travail : affiches,
res sexistes, gestes déplacés, agression sexuelle...) ;
nt psychologique/intimidation et harcèlement moral
s atteintes à la dignité et à l'intégrité physique et
l'une travailleuse.

et organisation du travail

très clair que parmi les violences que subissent
certaines sont directement liées à l'organisation
andis que d'autres sont le fait d'individus. Dans *Le
t moral*, Marie-France Hirigoyen construit l'idée que
ent sexuel ou moral dont pouvaient être victimes
au travail était le plus souvent le fait d'un pervers.
ns ont d'ailleurs renforcé cette idée. Il s'agissait donc
me individuel. Or, il est très clair que les nouvelles
e management, l'organisation du travail dans son
onduit à des phénomènes de sexisme. Les femmes
utraliser leur genre pour être acceptées tandis que
peuvent construire des solidarités viriles fondées
graphie comme fonds d'écran d'ordinateur dans des
tudes d'ingénieur, par exemple, pour tenir.

l'élimination de la violence à l'égard des femmes
nc dans un contexte général de crise du système
chômage de masse, précarité, temps partiel imposé,
, dégradation des conditions de travail, pressions
s employeurs. Si la souffrance et le harcèlement au
de plus en plus le lot quotidien de nombreux salariés,
subissent des violences particulières qui prennent
les rapports sociaux de sexe régissant nos sociétés,
le domination et d'oppression spécifique des hommes
es. Ces violences sont le prolongement de celles qui
ns la sphère privée. Le monde du travail est donc,
tre que les espaces publics ou la cellule familiale,
es femmes sont exposées aux violences sexistes et
au harcèlement moral, aux humiliations, au viol.
re les violences au travail envers les femmes passe
en compte de leurs conditions de travail en tant
s. Depuis l'accord de 2008 sur le stress au travail et
0 sur la prévention du harcèlement et de la violence
est possible d'établir un lien entre organisation du
ouffrance au travail. Les phénomènes de stress liés
tion du travail, peuvent conduire à des situations
ent et de violence. Sur les lieux de travail, la prise
du genre est une nécessité.



«Macho, t'es foutu, les salopes sont dans la rue !»

Le 1^{er} octobre dernier, des Slutwalks, ou Marche des salopes, ont eu lieu à Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Paris et Strasbourg, ainsi que dans d'autres villes du monde, telles que New York ou Minneapolis. Si ces manifestations ont pour objet de dénoncer les violences sexuelles faites très majoritairement aux femmes en déconstruisant les clichés sexistes liés aux viols, elles soulèvent aussi des questions dans leur organisation comme dans leurs principes. À l'origine du mouvement, la déclaration d'un policier canadien lors d'une conférence sur la prévention du viol sur le campus d'une université de Toronto, le 24 janvier dernier : «*Les femmes devraient éviter de s'habiller comme des salopes si elles ne voulaient pas se faire agresser.*»¹ Cette phrase, qui rejetait la responsabilité du viol sur la victime, a immédiatement suscité la colère des étudiantes du campus. Le 3 avril, elles organisaient la première Slutwalk, au cours de laquelle des femmes, dont certaines habillées de façon «provocante», renvoyant à l'image de la «salope», la «traînée», la «fille facile», sont allées manifester devant le bâtiment de la police. Ce mouvement s'est rapidement propagé dans de nombreux pays, dont l'Inde, l'Australie, la Roumanie ou encore le Brésil. Dans chaque pays, la problématique centrale, la culpabilisation des femmes, trouve une interprétation propre – à New Delhi, l'accent a ainsi été mis sur les droits inaliénables des femmes, pas simplement sur leur façon de s'habiller.

Le 1^{er} octobre, il s'agissait en France de dénoncer plus spécifiquement les attitudes encore trop répandues face au viol, la difficulté à faire reconnaître son statut de victime, et de façon générale, la négation du droit des femmes à exercer le plein contrôle de leur sexualité. L'initiative est partie d'une organisatrice à Paris qui l'a relayée par le biais de réseaux sociaux. Des comités d'organisation se sont ainsi constitués spontanément dans les villes où ont eu lieu les marches.

Le déroulement des marches et leur succès ont ainsi varié d'une ville à l'autre. À Marseille, où une marche était initialement prévue, elle

n'a finalement pas eu lieu. À Lyon, une partie du – mince – cortège est allée rencontrer Arnaud Montebourg, paraissant ainsi apporter une «caution féministe» à un candidat à la primaire socialiste... Le terme même de Marche des salopes peut poser problème : on a reproché aux organisateurEs de formuler la question des violences sexuelles dans des termes sexistes ; la façon dont certaines femmes s'habillent pour défiler peut également interroger : qu'est-ce qu'une «salope»? Comment s'habille-t-on «en salope»? Aux États-Unis notamment, des militantEs afro-américainEs ont dénoncé la monopolisation de ces questions par des militantEs blancs et la stigmatisation, par les codes vestimentaires associés à l'image de «salopes» des Afro-Américaines issues de milieux populaires. On peut également s'interroger sur l'avenir du mouvement en France : il est question d'une constitution en association, mais sur quel programme? On a ainsi vu apparaître, dans les tracts préparés pour la manifestation, des revendications à caractère sécuritaire – bracelets électroniques pour les délinquants sexuels, peines de prison fermes, statut de Grande Cause nationale «digne de ce nom» pour les violences faites aux femmes... Il y a enfin le risque de voir cette association noyautée, voire instrumentalisée par des partis politiques.

Il n'en demeure pas moins que les Slutwalks rencontrent un vrai succès dans les villes où elle ont lieu, notamment auprès de jeunes femmes et hommes. Elles ont donné lieu en France à des débats souvent passionnants sur ce qu'est le féminisme ; elles ont permis de rappeler ce que nous devons aux 343 Salopes² ; elles ont également répété des messages essentiels – quand une femme dit non, c'est non, par exemple. Tout cela, elles l'ont fait grâce à l'enthousiasme et la spontanéité de militantEs souvent novices et en mêlant la révolte et la colère avec l'humour et la solidarité.

1. «Women should avoid dressing like sluts in order not to be victimized.»

2. Nom donné par Charlie Hebdo aux femmes ayant signé le Manifeste des 343 publié dans le *Nouvel Obs* en 1971, revendiquant le fait d'avoir avorté.

né très profitable

ts et autres proxénètes auxquels elles
rembourser sans fin la «dette du voyage».
ppement du trafic d'être humain à des fins
tion sexuelle n'est possible que parce que
te économique et social le permet. D'une
ystème patriarcal légitime les violences
femmes. D'autre part, la mondialisation
appauvrit les populations et en particulier
es. Un de ces effets est la marchandisation
e, qui touche aussi au corps des femmes.
exemples les plus révélateurs et celui du
sexuel. Plus de 5 millions de touristes
e rendent en Thaïlande chaque année :
ne s'est démocratisé, libéralisé et le fait
ir profiter des «services» d'une femme
ste est devenu normal...

ment les États et les institutions interna-
e prennent pas de mesures contre ce trafic
ent se développer, mais ils en profitent
pour approvisionner les bordels de leurs
ssi bien en temps de guerre que de paix.

Le viol: une arme de guerre

La légitimation des viols en temps de guerre repose sur un principe simple : les soldats ont des besoins sexuels qu'ils ne peuvent satisfaire puisqu'ils sont loin de chez eux et justement les femmes de l'ennemi peuvent leur permettre d'assouvir leurs appétits. Cet argument renvoie le viol en temps de guerre au même acte que celui qui a lieu quotidiennement dans la vie «normale»... Mais il est immédiatement balayé si on tient compte de l'aspect massif et organisé de ces viols.

Une arme d'occupation

Que ce soient les viols ou les bordels à soldats, les armées s'installent et occupent des territoires. Les armées étatsunienne et française les ont largement utilisés pendant les guerres du Viêt-Nam ou d'Algérie. L'armée japonaise retenait des femmes des pays occupés dans des camps où celles-ci «réconfortaient» les soldats. En plus de «satisfaire» les soldats, ces pratiques participent du terrorisme exercé sur les populations. Aujourd'hui, au Chiapas, les femmes n'assurent plus la corvée de bois à l'extérieur des villages parce que l'armée mexicaine utilise le viol pour s'attaquer à ce maillon fondamental de la résistance zapatiste que sont les femmes.

Les armées sous mandats de l'ONU commettent les mêmes crimes : depuis près de dix ans que les soldats et les policiers occupent le

sol d'Haïti, plusieurs milliers de plaintes ont été déposées pour viols et violences. Dans la plupart des cas, la sanction a été un simple rapatriement des soldats dans leur pays.

Une arme d'épuration ethnique

En Bosnie, les soldats procédaient à des viols publics afin de terroriser les habitantEs des villages et les forcer à partir. On estime à plusieurs dizaines de milliers les femmes victimes de viols pendant ce conflit. Après la guerre, certaines ont obtenu le statut de victime civile après une longue bataille mais la plupart sont restées silencieuses. Pendant la guerre du Rwanda, le viol des femmes (parfois accompagné de violences visant à détruire leur utérus) a été massivement utilisé comme arme de terreur, conduisant à la fuite massive de populations... avec la complicité et la participation des soldats de l'armée française.

Les exemples sont si nombreux qu'ils font monter la colère contre toutes les armées du monde et les guerres impérialistes : Afghanistan, République démocratique du Congo, Libéria, Kosovo, Tchétchénie... Les violences sexuelles à l'encontre des femmes sont des armes de guerre pour lesquelles ni les États ni les armées ne veulent reconnaître leur responsabilité. Notre rôle en tant que militantEs internationalistes et féministes est de dénoncer ces crimes, partout où ils ont lieu.



<http://audioblog.arteradio.com/Pachamama>

Stéphane Rogemont a voyagé pendant un an en Amérique du Sud à la rencontre d'associations, institutions, réseaux qui défendent le droit des Indiens au sens large. Il a réalisé une série de cinq reportages audios *Sur Les Routes de la Pachamama*, qu'il a mis en ligne sur son blog. Ces reportages se veulent un bref tour d'horizon des différentes actions mises en place par les Indiens eux-mêmes pour défendre leur(s) culture(s), leur(s) langue(s), leur(s) territoire(s). Un des reportages se différencie par son caractère purement social, au-delà de l'identité indienne. On y trouve ainsi des reportages sur la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et l'Argentine

l'essai

TRAVAILLER UNE HEURE PAR JOUR

Bizi !

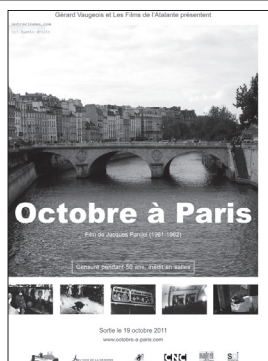
Asphodèle
éditions
64 pages
8 euros



S'inspirant d'une proposition similaire avancée voici plus de 30 ans par le collectif écologiste Adret (*Travailler deux heures par jour*, Le Seuil, 1977), le collectif altermondialiste basque Bizi ! (« vivre ! » en basque) suggère dans ce petit livre des révisions encore plus radicales des modes de vie, à l'échelle de ce pays-ci. Il suppose (c'est une de ses limites) qu'on puisse faire abstraction des interdépendances établies par la mondialisation et d'une multitude d'autres contraintes qui ne sont pas davantage évoquées, ou peut-être encore (ce qu'il ne précise pas) que le mode de production capitaliste ait été universellement aboli. Que s'agirait-il de faire pour aboutir à cette réduction enviable du travail contraint ? De la quarantaine de milliards d'heures ouvrées qu'on enregistre annuellement en France, retrancher tout ce qui est inutile, imbécile, voire nuisible à la société comme à l'environnement, répartir équitablement les revenus, et par une politique de « décroissance » et de gains de productivité, en venir à un minimum d'une dizaine de milliards d'heures annuelles, laissant tout le temps voulu aux activités non contraintes permettant l'épanouissement des individus. Ceux-ci se répartiraient équitablement ce temps de travail contraint, entre 16 et 74 ans, ce qui porterait la population active de 25 à 42 millions et quelque de « citoyens travailleurs », astreints à ne travailler qu'une heure par jour, ou cinq heures par semaine, sauf périodes de congés payés. De la sorte, « la richesse serait partagée entre tous les membres de la communauté en échange d'une part de travail nécessaire à sa production (pour ceux qui en auraient les capacités) ». Les auteurs de l'ouvrage ont bien conscience d'être ici « dans l'utopie », mais la plus décisive qui soit : « Travailler moins pour vivre autrement, c'est l'utopie qui a permis les luttes sociales, que les luttes sociales ont essayé de construire, et à laquelle nous croyons aujourd'hui ».

Gilles Bounoure

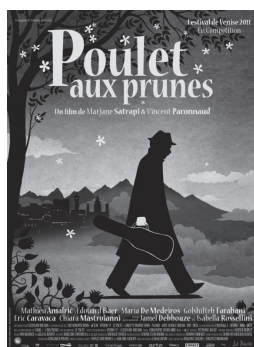
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



FILM OCTOBRE À PARIS Jacques Panigel

La commémoration de ce 17 octobre 1961 où une manifestation pacifique des Algériens (on disait les « Français musulmans ») fut massacrée par le préfet Papon, a permis de se souvenir de cette guerre d'Algérie, la plus longue menée par la France au ^{xx}e siècle, dont la première moitié fut le fait d'un gouvernement socialiste et la seconde de De Gaulle. Lors de la manif du 17 octobre, il n'y avait personne pour filmer, la fédération de France du FLN avait préféré la discrétion : un photographe communiste et soutien du FLN, Elie Kagan, prit de nombreuses photos qui sont le seul témoignage visuel. C'est à partir de celles-ci et d'images filmées ensuite que Panigel réalisa son film-témoignage, autorisé en 1973, et qui sort seulement maintenant. Il y a encore quelques survivants de cette époque... mais les livres d'histoire (français ou algériens) ne sont guère prolixes sur ce « détail », comme dirait l'autre.

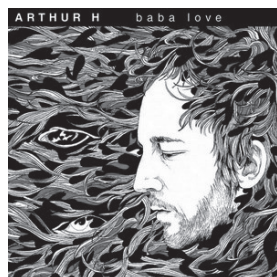
Paul Louis Thirard



FILM POULET AUX PRUNES Marjane Satrapi, Vincent Paronnaud

Poulet aux prunes, comme le film précédent *Persepolis* est tiré de la bande dessinée de Marjane Satrapi. Cette fois, c'est avec des prises de vue réelles et des acteurs qu'elle nous présente son film. Elle s'inspire de la vie d'un homme de sa famille, artiste, communiste et longtemps emprisonné. Le film rend hommage à différents genres du cinéma : burlesque, mélodrame, expressionnisme... Il se nourrit, en même temps de l'histoire de l'Iran et se situe en 1958, après une période de rêves de démocratie. Contraste avec l'Iran actuel où le cinéaste Jafar Panahi est condamné à la prison et se voit interdire de réaliser des films pendant vingt ans. Au cœur du film, un artiste, l'acteur Mathieu Amalric, un violoniste est décidé à mourir parce que pratiquer son art est devenu impossible. La femme aimée, Irane, est selon Satrapi, « le rêve d'un Iran enfui, d'une démocratie qui aurait pu exister, de rêves d'un monde meilleur qui aurait pu exister ».

Noémie Mas



CD BABA LOVE Arthur H

Polydor
Pour son 8^e album studio, Arthur H ne manque toujours pas d'inspiration. Suivant le tournant pop opéré depuis trois albums, il nous offre ici encore quelques chansons péchées souvent en duo comme avec le rappeur Saul Williams et la petite sœur Izia à la voix très soul. Mais c'est beaucoup moins sur ces titres qui font le lien avec le précédent album, *L'homme du monde*, que l'album se distingue. Dans le précédent, Arthur nous invitait sur sa planète, enfilant une tenue de cosmonaute. Ici nous sommes en orbite avec lui avec des ballades qui donnent une vraie tonalité à l'album. Une tonalité parfois très gainsbourienne comme sur le titre *Prendre corps*. Le piano compose l'essentiel de ces ballades dont la très belle *Un rayon de soleil* confirmant le décollage direction planète H et enfin la magnifique conclusion en duo avec Jean-Louis Trintignant.

Thibault Blondin



REVUE MÉDIACRITIQUE(S) Acrimed

32 pages / 4 euros
L'association Acrimed (Action-Critique-Médias) vient de faire paraître le tout premier numéro de son magazine trimestriel : *Médiacritique(s)*. Accessible sur commande via son site Internet, il donne à voir avec toute la cohérence qu'offre sur un support papier le travail de critique (radicale) des médias dominants auquel se consacre Acrimed depuis 1996. Travail d'autant plus salutaire qu'avec la crise du système capitaliste s'affirme, pour les classes dominantes, la nécessité de sauver l'hégémonie menacée du néolibéralisme. Or, si des contradictions existent évidemment au sein du champ médiatique, c'est un fait bien connu que les grands médias – classés à gauche ou à droite, privés comme publics – ont joué un rôle crucial dans la construction et le maintien de cette hégémonie. Avec en prime un dossier sur les sondages et une interview de Denis Robert !

Léo Carvalho

THÉÂTRE Quand les fachos font leur spectacle

La représentation au Théâtre de la Ville du spectacle de Roméo Castellucci, Concept du visage de Dieu, a été l'occasion pour les cathos intégristes et autres, en marge du Front national, de se faire entendre.

Jules Renard, auteur de *La bigote*, le disait, il faut « de la vie dans le théâtre et du théâtre dans la vie ». L'agitation orchestrée par les intégristes catholiques au Théâtre de la Ville donne une nouvelle interprétation de cette expression. Interruption de représentation, occupation de la scène, jets d'œufs et d'huile de moteur sur le public, les extrémistes catholiques ont montré leur vraie nature, celle de censeur. Tout part d'une plainte déposée par l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (Agrif), contre la dernière pièce de théâtre de Roméo Castellucci, dramaturge italien habitué des thèmes dérangeants. La plainte n'ayant aucune chance d'aboutir, ce ne sera qu'un prétexte pour le lancement d'une campagne d'action contre le spectacle et son théâtre hôte. Jeudi 20 octobre, des militants de l'Action française (royalistes) de concert avec ceux du Renouveau français et du MJCF (catholiques-nationalistes) se rendent devant la salle ; certains s'enchaînent aux portes du théâtre pendant que d'autres occupent la scène. Les quatre soirs suivants sont tout aussi violents, les militants nationalistes allant jusqu'à s'en prendre aux spectateurs. Alain Escada, dirigeant de l'institut Civitas (mouvement politique de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X) légitime les violences au JT de France 3, et le mardi suivant, ils sont plusieurs centaines réunis en prière devant la salle de théâtre, ils jurent tenir jusqu'au dimanche, dernière représentation du *Concept du visage du fils de Dieu*. L'indignation des associations catholiques est un coup politique bien calculé. Civitas appelant à une manifestation nationale contre la « christianophobie » le 29 octobre – annoncée depuis deux mois – l'occasion était inespérée, de faire de la pièce de

Castellucci une œuvre blasphématoire, sert leur propagande. Le pari est réussi, samedi soir plus de 2 000 catholiques défilaient au départ de la place des Pyramides. Dans les cortèges aux couleurs de la France et du Sacré-Cœur (bannières des intégristes), on pouvait retrouver plusieurs mouvements d'extrême droite : le Parti de la France, le GUD, Troisième Voie, la Nouvelle Droite populaire, le Renouveau français et l'Action française.

Cette manifestation qui devait être un ras-le-bol des catholiques traditionalistes s'est ainsi transformée en véritable manifestation des organisations en marge du Front national. Les nationaux-catholiques affiliés pendant de nombreuses années au principal parti d'extrême droite avait pris leurs distances avec ce dernier, Bernard Antony, l'un des chefs de file, participant même à la fondation du Parti de la France avec Carl Lang en 2009. Aujourd'hui sorti de l'appareil frontiste, ces organisations intégristes tentent de peser politiquement sur la droite nationale. C'est dans ce but que Civitas organise depuis deux ans une manifestation le 8 mai en l'honneur de Jeanne d'Arc, véritable pied-de-nez au FN et à

son défilé du 1^{er} Mai. Cette année participait au défilé un manifestant très remarqué, Roger Holleindre membre fondateur du FN, démissionnaire lors du congrès de Tours. La démonstration de force de samedi dernier prouve que ce courant intégriste, fort d'environ 15 000 personnes, saura faire entendre sa voix pour la présidentielle de 2012.

Aymeric Chardon



Paris, 28 octobre devant le Théâtre de la Ville (DR)

INONDATIONS EN THAÏLANDE

Catastrophe économique et sociale

Trois mois après les élections qui lui ont assuré une victoire écrasante, Yingluck Shinawatra¹, dirigeante du Puea Thai et première femme Premier ministre de Thaïlande, doit faire face aux pires inondations depuis 1942.



Depuis le début de la mousson fin juillet, plus de 2,5 millions de personnes ont été affectées par les inondations dans 28 provinces du nord et du centre du pays. Près de 400 personnes ont péri et des centaines de milliers d'autres souffrent d'affections liées aux inondations.

Les efforts sont maintenant concentrés pour éviter que le centre financier et commercial de la capitale Bangkok ne soit inondé, son poids économique représentant plus de 40% du PIB de la Thaïlande. La ville est complètement encerclée par les eaux. D'immenses murs de sacs de sables ont été érigés, empêchant l'eau de s'écouler. Ils sont protégés par 50 000 militaires. À l'extérieur de cette enceinte, l'eau est retenue et peut atteindre un mètre de haut submergeant les maisons environnantes. Les tensions et le ressentiment sont palpables parmi la population.

Les dégâts matériels et économiques sont absolument considérables. Les maisons et infrastructures ont été détruites ou endommagées par centaines de milliers. De larges zones de la plaine centrale, le grenier à riz de la Thaïlande, ont été submergées par les flots, détruisant 10% des récoltes du premier exportateur mondial de riz. Plusieurs zones économiques ont aussi été inondées, empêchant ou ralentissant la production. Des centaines de milliers d'emplois sont menacés et avec eux, le revenu de millions de personnes qui en dépendent.

Selon de premières prévisions qui n'incluent pas d'éventuels dégâts dans le centre de

Bangkok, le coût des inondations pourrait s'élever à 4,8 milliards de dollars et représenter 1 à 1,5 % du PIB. Avec une économie qui tourne au ralenti, les rentrées fiscales sont au plus bas. Le gouvernement doit maintenant faire des choix politiques pour financer la reconstruction et mettre en œuvre les mesures politiques promises. Parmi les mesures phares, le Puea Thai s'était engagé à porter le salaire minimum journalier à 300 baths (7 euros) pour tous dès le 1^{er} janvier 2012. Actuellement, il n'y a pas de salaire minimum à l'échelle nationale mais un salaire minimum déterminé par province qui oscille entre 159 et 221 baths.

Le salaire minimum en Thaïlande est déterminé et mis en œuvre par une commission tripartite composée de quinze membres – cinq représentants de l'État, cinq représentants des employeurs et cinq des salariés. Mi-octobre, un accord a été trouvé entre les représentants des salariés et de l'État, contre l'avis du patronat. Le salaire minimum sera augmenté de 40% à l'échelle nationale à partir du 1^{er} avril, ce qui le portera à environ 300 baths à Bangkok et dans six provinces où il est déjà assez élevé. Dans les 77 autres provinces, il restera donc en dessous du seuil des 300 baths promis durant la campagne électorale mais devrait progressivement augmenter jusqu'à ce niveau au cours des trois à quatre années à venir.

La mesure était présentée par ses détracteurs comme populiste, mais l'augmentation du salaire minimum journalier devrait

permettre d'augmenter la consommation intérieure thaïlandaise, trop faible, et ainsi de contrebalancer une dépendance aux exportations qui représente pas moins de 60% du PIB.

En maintenant une hausse substantielle du salaire minimum journalier contre l'avis des industriels déjà affectés par les inondations, le gouvernement envoie un signal fort à sa base électorale composée principalement d'ouvriers et de paysans. C'est une première étape importante mais les choix fiscaux pour financer la reconstruction devraient constituer un test décisif.

Le gouvernement vient d'approuver une rallonge budgétaire de 50 milliards de baths pour la nouvelle année fiscale qui débute le 1^{er} octobre mais il envisage aussi de se tourner vers les organismes multilatéraux pour emprunter plusieurs centaines de milliards de baths. Pour cela, sa priorité semble être de rassurer les marchés financiers et les investisseurs afin de garder sa «*capacité à emprunter sur les marchés financiers*». Reste entière la question de qui va payer la note? Le gouvernement va-t-il faire des économies en réduisant les dépenses de l'État, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé ou aura-t-il le courage de taxer les privilégiés et de réduire le budget de l'armée?

Danielle Sabai

1. Plus jeune sœur de Thaksin Shinawatra, homme d'affaire et politicien renversé par un coup d'État militaire en septembre 2006.

Violences d'État au Yémen

Je me retirerais, je me retirerais, mais surtout ne m'y poussez pas! C'est à cela que se résume, approximativement, le discours tenu depuis plusieurs semaines par le président yéménite Ali Abdallah Saleh.

Après plusieurs mois de séjour médicalisé en Arabie saoudite, le président est rentré au Yémen le 23 septembre. Immédiatement, son retour, qui a pris l'opposition et la plupart des observateurs par surprise, a déclenché une nouvelle flambée de violences. Depuis janvier 2011, environ 875 personnes auraient été tuées dans les violences qui secouent ce pays, le plus pauvre parmi tous les États arabes. La raison principale réside dans l'obstination avec laquelle le président refuse d'abandonner le pouvoir – ou alors seulement entre des mains qu'il aurait, au préalable, soigneusement choisies.

Mardi 25 octobre, après un mois d'affrontements meurtriers (ayant causé 170 morts dès la première semaine et encore une vingtaine de morts à Sanaa, samedi 22 octobre), une trêve fut signée dans la capitale. Celle-ci devait concerner les forces en présence – forces gouvernementales, opposition et fractions dissidentes de l'armée –, mais elle a été signée par le président Saleh et le «général rebelle», Ali Mohsen Al-Ahmar, potentiellement candidat au pouvoir. Les deux parties promirent alors de libérer leurs prisonniers respectifs.

Or, cette trêve n'a pas été respectée, quinze morts étant à nouveau à signaler pour la seule journée du 25 octobre, à Sanaa ainsi qu'à Taëz, autre grande ville du pays située à 170 kilomètres de la capitale. Depuis le début des manifestations au Yémen, le 26 janvier dernier, ces deux centres urbains sont le principal théâtre de grandes voire très grandes manifestations. Ce même jour, Saleh promet (une fois de plus...) de se retirer de la scène publique, cette fois-ci, à l'ambassadeur étatsunien à Sanaa, Gerald Feirstein. Une contrepartie, consistant en une promesse d'impunité pour les exactions passées du régime comme pour sa corruption ou d'autres crimes et méfaits, devait cependant lui être garantie. Auparavant, le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté une résolution (numéro 2014) «*encourageant*» une telle solution, en prenant appui sur un plan élaboré par les monarchies arabes du Golfe. Celui-ci prévoit, en effet, une promesse d'impunité de Saleh contre son retrait et des élections (qui seraient sans doute organisées par son régime). Le même jour, mardi 25 octobre, la porte-parole du département d'État – ministère des Affaires étrangères des États-Unis –, Victoria Nuland, a déclaré qu'elle «*saluait*» les propos de Saleh mais qu'elle lui demandait de «*tenir sa promesse*».

Jeudi 28 octobre, lors d'affrontements en marge de manifestations demandant le retrait du président Saleh, une femme âgée de 28 ans fut tuée et six participants blessés.

Par ailleurs, la journaliste yéménite Tawakoul Karman, âgée de 32 ans, s'est vu décerner, ce mois-ci, le Prix Nobel de la paix avec deux femmes du Libéria. Cette mère de trois enfants, animatrice de l'association Journalistes sans chaînes, par ailleurs membre de la direction du parti d'opposition *Islah* («Réforme», de tendance islamiste modérée), avait organisé les deux premiers rassemblements d'opposition à Sanaa dans la semaine du 15 janvier 2011, immédiatement après le départ forcé du dictateur tunisien Ben Ali. Son arrestation – elle avait alors passé deux jours en prison – avait déclenché la première manifestation populaire de taille, à Sanaa.

Berthold du Ryon

Rectificatif Tunisie. L'article paru dans le dernier *Tout est à nous!* a été écrit sur la base des informations dont nous disposions lors du bouclage final, c'est-à-dire le mardi matin suivant les élections. Certaines d'entre elles se sont révélées discutables ou inexactes. Dans l'attente des résultats définitifs, non encore publiés, il semblerait que le pourcentage de participation soit plus faible qu'annoncé et que le pourcentage des voix pour Enahdha sera également revu. En revanche, il est désormais établi que la gauche radicale a quatre élus (trois du PCOT et un du Mouvement des patriotes démocrates).

Commission Maghreb du NPA

Solidarité avec les opposants syriens!

Alors qu'une répression féroce s'abat sur le peuple syrien, et a déjà fait plus de 3000 morts, le gouvernement illégitime de Bachar Al-Assad avait dépêché jeudi 27 octobre son vice-ministre de la Culture afin d'animer une conférence, au centre culturel syrien avenue de Tourville à Paris, intitulée, ironie de l'histoire, «*Vestiges de la civilisation byzantine, les villes mortes de Syrie*». Devant une telle provocation, une trentaine d'opposants à la dictature, aidés de quelques membres de l'intercollectif de soutien aux luttes des peuples du monde arabe, décidaient d'occuper pacifiquement les locaux. Le quartier était immédiatement quadrillé, un dispositif policier démesuré mis en place, Il fût même fait appel à l'armée sous la forme de soldats munis de fusils mitrailleurs, agissant dans le cadre du plan Vigipirate! Mais le zèle des autorités françaises ne s'arrête pas là. Après avoir délogé les occupants, la police procédait à leur arrestation, suivie d'une garde à vue humiliante et exceptionnelle en pareil cas. Pendant ce temps, un groupe de manifestants agressif et injurieux, soutenant la dictature, pouvait continuer de

parader en toute tranquillité! La complicité avérée de la police de Sarkozy avec la dictature syrienne s'était déjà manifestée le 26 août dernier lors de l'agression d'un rassemblement pacifique d'opposants au boucher de Damas par des nervis de l'ambassade. Après avoir blessé plusieurs manifestants, ils étaient tardivement interpellés par la police... puis relâchés immédiatement après avoir exhibé leurs passeports diplomatiques.

La riposte unitaire s'organise: rapidement mobilisés, des militants du NPA et de l'intercollectif se sont rassemblés avec leurs amis syriens devant le commissariat où étaient gardés à vue la trentaine d'occupants, exigeant de rencontrer le commissaire, organisant une pression médiatique qui s'avéra fructueuse, rédigeant un communiqué unitaire signé par les organisations suivantes: «*...Nous, signataires de ce communiqué, solidaires du peuple syrien, soutenons l'action entreprise par les jeunes syriens et exigeons leur libération immédiate!*»

Bien que les gardes à vue aient été levées, un jeune Syrien reste inculpé pour «*dégradations de matériel*». Une vitre aurait été

cassée! Ayant refusé une comparution immédiate, son procès devrait se tenir début novembre. Il n'est pas question de laisser criminaliser la juste lutte des opposants à la dictature syrienne. Un seul procès est à tenir, celui de Bachar Al-Assad et de sa bande d'assassins! Le NPA et l'ensemble des organisations constituant l'Intercollectif appellent dès aujourd'hui à se rendre nombreux au tribunal pour soutenir notre camarade. *Tout est à nous!* se fera l'écho des préparatifs de la mobilisation.

Alain pojolat

1. Comité de coordination de Paris pour le soutien à la révolution syrienne – Comité syrien de solidarité avec l'appel de Damas – Intercollectif des luttes des peuples du monde arabe – Forum Palestine citoyenneté – PCF – PG – NPA – PCOT – Collectif algérien pour le changement et la démocratie (ACDA) – Mouvement Rachad Algérie – Collectif de soutien aux luttes du peuple égyptien – PIR – Association des Marocains de France (AMF) – Congrès mondial Amazigh (CMA) – Association des jeunes Égyptiens du 25 Janvier – Mouvement marocain du 20 Février.

Tribune position B

5 et 6 novembre 2011 : conférence nationale constitutive du courant

La crise du capitalisme impose d'avancer un projet de rupture avec ce système, pour un écosocialisme du XXI^e siècle débarrassé des impasses, impostures et crimes du siècle précédent. Le projet initial du NPA demeure actuel face à une crise aux multiples facettes d'un système capitaliste désormais mondialisé ; effondrement du « socialisme réel » et basculement vers un nouveau monde après la chute du mur de Berlin, marqué par exemple par le retour des « guerres chaudes », mutations d'un mouvement ouvrier qui, sur le plan syndical comme sur le plan politique, subit sur la longue durée un mouvement d'adaptation au capitalisme et aux politiques libérales. Il nécessite le rassemblement des anticapitalistes, des écologistes radicaux, des militantEs du mouvement social, syndical, associatif. La nouvelle époque, dont il faut d'ailleurs constamment renouveler le travail d'analyse et de décryptage, implique une redéfinition du programme, de la stratégie et, sans doute, du type de parti à construire.

Mais à ce projet, la direction issue de la conférence nationale de juin a désormais tourné le dos. Sans doute est-ce aussi le reflet du marché de dupes que fut d'un certain point de vue le congrès de fondation : le ralliement d'une série de groupes par ailleurs hostiles au projet ne s'explique que parce qu'ils faisaient le pari que le processus leur donnerait une occasion inédite d'élargir leur champ de recrutement – et, accessoirement ou non, de réduire l'influence d'un courant politique « marxiste ouvert » qu'ils avaient toujours combattu. Aujourd'hui, les crises économique et écologique s'approfondissent, la situation internationale subit des bouleversements majeurs. Pourtant, le NPA est incapable de peser sur le champ politique et social. Passé de l'isolement subi à l'isolement choisi, sa direction se contente le plus souvent d'une posture propagandiste et s'interdit toute confrontation politique.

Cette situation rend nécessaire la constitution d'un courant public, qui porte haut l'objectif de construire un parti anticapitaliste large. Ce courant doit être porteur d'une orientation alternative pour le NPA. Il tentera sans relâche de convaincre au sein du NPA, mais sans s'interdire de s'adresser aux militantE du mouvement social et politique, dont beaucoup sont passéEs par le NPA et l'ont quitté, surtout dans la dernière période. Car les objectifs que nous nous fixons sont ambitieux. Dans les mois qui viennent, il s'agit de commencer à regrouper les forces disponibles pour construire un bloc de gauche indépendant du PS, un bloc anticrise pour affronter les inévitables remous sociaux à venir, face à la violence des politiques d'austérité qui seront menées. Il faut dès aujourd'hui prendre des initiatives et mener le débat sur le terrain programmatique, sur la socialisation des banques, la dette illégitime, l'écologie et notamment la sortie du nucléaire, la démocratie. Ces forces disponibles sont pour l'heure réduites, car ni le Front de Gauche ni ses composantes n'ont fait la clarté sur la question de l'indépendance vis-à-vis du PS. Mais le vrai rendez-vous est fixé après 2012, lorsqu'une séparation s'opérera entre ceux qui iront ou soutiendront un gouvernement socialiste et les autres. Il faudra alors développer une politique de rassemblement sans exclusive vis-à-vis de forces politiques mais aussi envers les équipes du mouvement social. C'est la fonction du courant : il devra mener, dans la mesure du possible, la politique que le NPA devrait mener. Cette réunion est ouverte à celles et ceux qui se reconnaissent dans cette orientation. Elle se tient à partir du samedi 5 novembre, 10 heures, à la Bourse du travail de Saint-Denis.

Guillaume Floris, Ingrid Hayes, Jean Malifaud, Myriam Martin, Monique Migneau

Déclaration relative aux élections de l'Assemblée constituante

Nous publions ci-dessous une déclaration du Parti communiste des ouvriers de Tunisie concernant les élections qui se sont déroulées le 23 octobre.

L'instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) a publié, le soir du 27 octobre 2011, les résultats provisoires des élections de l'Assemblée constituante. Le mouvement Enahdha est arrivé en tête, suivi respectivement par le Congrès pour la République (CPR), le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), la Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement... Le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) a obtenu seulement trois sièges à Sfax, Kairouan et Siliana. Le PCOT a bien noté que ces élections, les premières depuis la révolution, étaient pluralistes, ouvertes à tous les partis et à toutes les tendances idéologiques et politiques. Il ne peut toutefois s'empêcher de souligner les irrégularités qui les ont entachées, dans un souci de vérité, loin de la langue de bois héritée de l'ère Ben Ali, qui excelle dans l'éloge et occulte la vérité au peuple.

1. Selon les chiffres officiels de l'ISIE, le taux de participation n'a pas dépassé les 48,9%, ce qui signifie que la majorité des électeurs (3 867 197 électeurs sur 7 569 824) n'ont pas pris part au vote. Il convient de s'interroger sur les causes de cette faible participation, notamment au vu des circonstances politiques et sociales générales dans lesquelles le scrutin s'est déroulé.

2. L'argent a joué un rôle sale et dangereux dans ces élections. Par la « publicité politique » qui n'a échappé à personne, par la corruption à grande échelle, sous forme de « cadeaux » aux électeurs et de « services sociaux et de bienfaisance ». Des actes qui ont perduré jusqu'au jour des élections et face auxquels l'ISIE s'est montrée impuissante.

3. Les médias encore sous le contrôle des agents de l'ancien régime, y compris les médias publics, ont favorisé certaines forces politiques au détriment d'autres. Ils n'ont pas permis à l'opinion publique de comprendre les enjeux des élections de l'Assemblée constituante, ils ont, au contraire, privilégié des thématiques secondaires et semé la confusion autour de questions relatives aux croyances.

4. La religion a gravement été instrumentalisée dans les mosquées et dans l'espace public lors de ces élections. À titre d'exemple, la plupart des prêches du vendredi 21 octobre, soit deux jours seulement avant les élections, ont appelé de manière implicite ou explicite à voter pour certains partis contre d'autres, sous prétexte qu'ils représentent la religion ou que leurs membres font leurs prières, ce qui n'est pas sans nous rappeler les pratiques de l'ère Ben Ali.



5. L'instrumentalisation de la religion allait de pair avec de basses campagnes de calomnie contre les forces révolutionnaires et démocratiques comme notre parti. Orchestrées par des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires, ces campagnes visaient le détournement de l'attention du peuple des véritables enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels mais aussi sa division sur la base de critères religieux.

6. Plusieurs irrégularités ont été commises le jour du vote, y compris par des membres des bureaux de vote. Des voitures et des bus privés ont été utilisés pour ramener des électeurs, surtout ceux qui ne se sont pas inscrits volontairement, la campagne électorale s'est poursuivie jusqu'au jour du scrutin, notamment devant les bureaux de vote, afin d'inciter à voter pour certaines listes, de la nourriture et des boissons ont été distribuées à l'intérieur des bureaux...

Rapportées par des instances de surveillance, des rapports indépendants et d'observateurs, ces infractions aux principes d'élections démocratiques entachent l'honnêteté des élections et leur transparence. Elles ont influé d'une manière ou d'une autre les résultats des élections. Les tentatives de l'ISIE de minimiser leur importance révèle son incapacité à les contrecarrer.

7. Les reports successifs de l'annonce des résultats interrogent sur la transparence des élections. Les jours à venir pourraient révéler les causes de ces multiples ajournements.

8. Le PCOT qui a participé à ce scrutin, a été le premier à appeler à l'élection d'une Assemblée constituante pour rompre avec la tyrannie. Il a mené une campagne propre

sur le plan financier et politique mais aussi éthique. Il a mis l'accent sur les propositions et les programmes, comptant sur la volonté de ses militantes et ses militants. Il a aussi fait face à une grande campagne diffamatoire et subi un blocus médiatique flagrant.

Les résultats obtenus par le PCOT sont faibles, ils ne reflètent pas son implication sur le terrain, son enracinement, son histoire militante et son rôle avant-gardiste dans la révolution tunisienne contre la dictature. S'il est vrai que ces résultats sont liés au climat général évoqué plus haut, les instances du parti ne manqueront pas d'évaluer et d'analyser les responsabilités qui nous incombent.

9. Au-delà de ces résultats, le PCOT continuera à lutter sans relâche, aux côtés des travailleurs et des couches populaires, pour l'accomplissement des objectifs de la révolution et pour l'instauration d'un véritable changement démocratique, patriotique et populaire.

Lors de cette campagne, le PCOT a pu gagner de nombreux sympathisants, convaincus par son programme, ses positions, sa crédibilité et ses principes, ils constitueront la base solide d'un nouveau départ pour lever les défis à venir.

À cette occasion, le PCOT tient à saluer, toutes celles et ceux qui l'ont soutenu et lui ont accordé leur vote, il les assure que ses représentants dans l'Assemblée constituante défendront avec acharnement la mission pour laquelle ils ont été élus.

Parti communiste des ouvriers de Tunisie

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact :
redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Un prix Nobel attribué à un poète :

Encore ? Gérard. (Tarbes) : Nous avions des Villon, des Flora, des Pablo, des André, des Arthur, des Aimé et pleins d'autres, des Maudit, des Adulé, des Inconnu, des Oublié, des Obligatoire, tout ça, et maintenant, Allez, encore un Nobel ! Quand il pleut de l'inconscient, on se dit qu'on a pas fait tout ça pour rien...

C'est sûr, par les temps qui courent, ça donne de l'air, encore un peu plus... Après tous les poètes encensés par ce prix Nobel et pendant tous ceux qui cherchent sans trouver et trouvent sans chercher ; Quoi ? Peut-être cela va-t-il amplifier les ventes de livres poétiques ? Ou plus de fréquentations des soirées poétiques ? De leurs associations ? Des idées ?

Oui, la poésie, ça fait rêver, Monsieur Tranströmer aussi ; ainsi que celles et ceux qui ont voté pour lui ; et dire qu'il est encore vivant ! Vieux, d'accord, mais que voulez-

vous ? Les jeunes doivent faire leurs preuves... C'est sûr, le monde évolue ! Après le Sénat, l'Académie ? Et après l'Académie, les IndignéEs ?

Car rêver, aujourd'hui (comme hier), c'est exister au-delà du tripalium (et de sa morale) ;

En poésie, on est obligé de bien parler ; des rimes au slam, du surréalisme à l'ésotérisme, elle reste le révélateur profond et de surface, au-delà de toute notion de démocratie, qui tel l'aigle peut plonger, voler, survoler, atterrir, sans peur et sans courage ; car combien s'y sont brûlé les ailes, sans que pour autant la vague ne cesse de fracasser les remparts de ceux qui ne veulent pas marcher debout.... Vers nous ? Du coup, me vient ce poème :

Ah combien de Villon, de Flora, d'André, d'Arthur, Faudra-t-il ? Pour que quelques-uns réussissent à force d'à force, À ouvrir la boîte du con qui dort ?

En poésie on est obligé de bien parler ; Qu'on soit voyou, qu'on soit nanti, Qu'on soit con ou professeur, Savant, ignare, docteur ou dilettante, Qu'on soit policier, notaire, paysan, ouvrier ou étudiant, Avec ou sans papiers, En poésie il y a ça de bien : On est obligé de bien parler ; Mais où sont les gens du lendemain ? Ceux par qui la vie continuera à bénir les chevaux ? Parfois, à l'heure du temps qui roule, L'eau, les champs, les rues, tout, se propose à la poésie ; rassemblé(e)s autour de calmes émotions, On se met à rêver à l'or du temps qui passe... Et dire que quelque part, nous ne sommes que par le mot ; Mais combien de soleils se sont levés Et combien se lèveront, Pour que s'ouvre cette boîte à con ?



Financement de la Sécu : des mauvais coups et le pire est annoncé !

L'Assemblée nationale a débattu du projet de loi de financement de la Sécu (PLFSS) pour 2012. Sont ainsi ponctionnés :

- les malades. La diminution de 6% du montant des indemnités journalières, trop impopulaire, n'a pas été retenue. Mais il n'y pas lieu de crier victoire car des « mesures équivalentes en termes de rendement » seront prises. Il est envisagé d'augmenter le délai de carence, les quatre premiers jours d'arrêt de travail, au lieu de trois, ne seront plus indemnisés.
- Les dépassements d'honoraires se multiplieront car les médecins seront plus nombreux à les appliquer.
- Les familles : les prestations familiales étaient (un peu) augmentées chaque 1^{er} janvier. Désormais ce sera au 1^{er} avril.
- Les exigences de la Droite populaire concernant « la lutte contre la fraude » ont été retenues.
- L'administration pourra accéder aux relevés bancaires des familles et supprimer les allocations des présumés fraudeurs.
- Les licenciés : les indemnités de rupture au-dessus de 73 000 euros seront soumises à cotisations sociales.

Après l'annonce d'une prévision de croissance en baisse, un plan d'économie supplémentaire est en préparation. La Sécu sera au cœur du débat électoral, d'autant plus que

le Medef et Sarkozy ont présenté simultanément leur objectif : supprimer les cotisations au profit de la TVA « sociale ».

Grèce : un non historique.

Le 28 octobre est fêté chaque année le « Non » opposé en 1940 par le dictateur fasciste Metaxas au diktat de Mussolini, qui fera ensuite intervenir l'armée italienne bientôt battue et alors relayée par les forces nazies. Jour férié où les élèves défilent dans tout le pays devant les officiels, l'armée défilant elle à Salonique. Ces cortèges scolaires sont heureusement contestés mais cette année, l'événement a été le « Non » à la politique de misère qui s'est exprimé dans de très nombreuses villes, obligeant même à annuler le défilé militaire ! Partout, les officiels ont été conspués et dans plusieurs villes, chassés des tribunes !

À Athènes et ailleurs, des élèves des défilés ont ostensiblement tourné la tête ou le dos en passant devant les officiels. Aux responsables du Pasok ou de la droite qui tentent de s'offusquer de ces manifestations qualifiées de minoritaires (au total, des milliers de manifestants jeunes, ouvriers, paysans, dans le pays !), la meilleure réponse est venue du héros antifasciste Manolis Glezos, soulignant que non seulement les contestations n'avaient pas lieu devant les monuments aux résistants mais contre les tribunes des tenants du système, mais aussi que « le peuple a ainsi fait entendre le "non" à la soumission à la troïka et à la transformation du pays en protectorat ».

À noter : le même jour, des centaines de manifestantEs ont encerclé en Crète l'hôtel où se tenait une réunion de l'Internationale socialiste présidée par son chef Papandreou !

Admission de la Palestine à l'Unesco.

L'Unesco a officiellement admis la Palestine comme membre. Ce vote, qui a été salué comme un « moment historique » par Abbas et ses proches, a été condamné par les États-Unis, qui ont annoncé qu'ils cesseraient de subventionner l'Unesco. L'État d'Israël a, de son côté, promis de « riposter » à ce qu'il considère être « une manœuvre unilatérale » (et les officiels israéliens savent de quoi ils parlent). De si vives réactions ne manquent pas d'interroger, tant l'entrée de la Palestine dans cette institution est avant tout symbolique. En effet, quand bien même l'Autorité palestinienne demanderait l'inscription de divers sites au patrimoine mondial de l'humanité, aucun mécanisme contraignant ne pourrait obliger Israël à les évacuer ou à cesser d'en tirer des bénéfices via le tourisme.

Les raisons de la colère d'Israël et des États-Unis sont ailleurs. Cette victoire symbolique est en effet vécue comme un affront par un Netanyahu qui refuse que les Palestiniens prennent une quelconque décision si elle n'est pas avalisée par Israël, et par les États-Unis qui ne peuvent que constater leur perte d'influence au Moyen-Orient et dans les institutions internationales.

Ne boudons pas notre plaisir : cette « petite » victoire est une nouvelle démonstration de l'isolement croissant de l'État d'Israël. Mais ne nous trompons pas : elle ne modifiera guère les rapports de forces réels

Le chiffre

10,2%

C'est le taux de chômage en septembre dans la zone euro, selon l'office européen Eurostat, atteignant ainsi un record historique. Plus de 16 millions de personnes étaient ainsi sans emploi. Le record national est détenu par l'Espagne, avec plus de 22 % de chômeurs. Cela n'empêche pas les gouvernements européens et la BCE d'imposer de nouveaux plans d'austérité aux populations.

et ne changera rien au quotidien des Palestiniens. L'urgence demeure l'imposition de sanctions effectives contre Israël, au travers de la campagne BDS.

Gérard Filoche relaxé.

Le 12 octobre, le tribunal correctionnel de Paris a prononcé la relaxe de Gérard Filoche dans l'affaire dite Guinot. À l'origine, Gérard a osé s'attaquer à un patron voyou ayant mis en place des institutions représentatives du personnel bidons et ne tolérant pas qu'une salariée mette en cause ce comportement. La salariée a gagné toutes les procédures depuis 2003 et a été réintégrée en 2010 par la cour d'appel administrative qui, par un jugement devenu définitif, a établi que la salariée avait été discriminée, et annulé les décisions des supérieurs hiérarchiques de Gérard, dont le directeur général du travail, Jean-

Denis Combrexelle. C'est ce dernier qui, « solidairement » avec le ministère de la Justice, a tenté de retourner ce dossier en chantage et entrave, de la part de Gérard, envers le comité d'établissement. Avec ce jugement c'est, en fait, Combrexelle qui est désavoué : il a fait preuve d'incompétence en cassant des décisions fondées, d'arbitraire politique en ne défendant pas l'inspection du travail face à un patron délinquant, en accusant et en refusant la légitime protection fonctionnelle à Gérard. C'est évidemment une victoire juridique et politique car au-delà de Gérard c'est toute une conception de l'activité de l'inspection du travail qui était visée. L'avocat de Guinot a annoncé son intention de faire appel. Nous continuerons à être aux cotés de Gérard Filoche.

“ NO COMMENT ”

Cette évolution démocratique qui se dessine en Libye, c'est le rappel de l'action personnelle forte du président de la République qui au cours de toutes ces dernières années s'est affiché incontestablement comme le champion du monde des droits de l'homme.

BRICE HORTEFEUX,
LE 20 OCTOBRE

”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société editrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOUSCRIPTION 2011

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

**Souscription 2011 :
350 000 euros,
c'est vital, c'est urgent et...
c'est possible !**

La souscription 2011 a débuté. L'objectif est fixé à 350 000 euros. Nous devons les récolter avant le 31 décembre à minuit, c'est-à-dire en deux mois et demi. Pour souscrire, renvoyez-nous le coupon ci-contre ou rendez-vous sur le site du NPA : www.npa2009.org/souscription C'est rapide, c'est simple, c'est totalement sécurisé. Qu'on se le dise !